

L'ANALYSE DE GILLES SENGÈS

Un doute reste sur l'Espagne

Après la Grèce, le dossier de l'Espagne demeure ouvert sur les marchés financiers. Dans la foulée du « jeudi noir » du 4 février? la volatilité persiste sur le front de la dette et du marché des actions espagnoles. Les voyages à Londres, puis à Paris, la semaine dernière, d'Elena Salgado, la ministre de l'Economie et des Finances, et de José Manuel Campa, le secrétaire d'Etat à l'Economie, pour éteindre l'incendie et rassurer les investisseurs sur la solvabilité du pays ont ramené un certain calme. Mais ce dernier reste fragile. Le gouvernement de José Luis Rodriguez Zapatero est désormais placé sous surveillance et l'application de son plan de rigueur de 50 milliards d'euros sur trois ans promet d'être suivie de très près.

Car les fondamentaux de l'Espagne, dernier grand pays de la zone euro à ne pas être encore sorti de la récession, avec une croissance négative de 0,1 % lors du dernier trimestre 2009 et de 3,6 % sur l'ensemble de l'année, sont des plus inquiétants. La barre des 20 % de chômeurs pourrait être franchie dans les prochains mois. Le seul budget d'allocations pour les demandeurs d'emploi a dépassé les 31 milliards d'euros l'an dernier. Malgré les plans de soutien, l'activité et la consommation sont en berne. Le marché des véhicules industriels est revenu au niveau de 1987 et celui des automobiles à celui de 1995. Le retour en arrière est de douze ans pour les ventes de ciment et d'une bonne décennie pour les logements, dont les prix avoisinent ceux affichés en 2006. Dernier bastion à résister, le secteur bancaire commence à ressentir les effets de l'éclatement de la bulle immobilière, avec des actifs toxiques pour des montants estimés entre 75 et 100 milliards d'euros.

Le déficit de crédibilité dont souffre l'Espagne est lié à la personnalité de Zapatero, optimiste invétéré qui répète que les choses vont s'arranger pour expliquer sa passivité.

Augmentation des dépenses publiques et baisse des recettes font que le déficit des comptes publics a bondi de 4,1 %, en 2008, à 11,4 % du produit intérieur brut l'an dernier. En 2007, l'Espagne affichait encore un excédent de 2,2 % ! Paradoxalement, alors que les marchés se sont focalisés dessus, le seul indicateur positif est le niveau de son endettement qui, à la fin de 2009, représentait 55 % du produit intérieur brut, très en dessous de la moyenne européenne. Mais cet indice est lui aussi appelé à se détériorer et à grimper à 75 %. Après avoir tardé deux ans avant de réagir, José Luis Rodriguez Zapatero, qui s'était contenté jusque-là d'augmenter la pression fiscale de 11 milliards d'euros l'été dernier, a dû se décider à prendre le taureau par les cornes en lançant, au début de l'année, un plan de rigueur pour ramener le déficit

des comptes publics à 3 % du PIB en 2013.

Mais le dispositif pêche sur de nombreux points. Il est basé d'abord sur des prévisions macroéconomiques plus optimistes que celles des organismes internationaux. Encore flou dans ses mesures, il est fondé en majorité, décentralisation oblige, sur une forte participation supposée aux efforts d'austérité des communautés autonomes qui n'ont pas été associées au projet. A ces incertitudes s'ajoute un

double discours officiel. Celui d'Elena Salgado et de José Manuel Campa, qui, à Londres comme à Paris, se disent prêts à resserrer plus encore les coûts en cas de dérapage incontrôlé. Et celui de José Luis Rodriguez Zapatero qualifiant, à Madrid, de « spéculateurs » ceux qui osent mettre en doute la solvabilité « évidente » du pays et se faisant dans la foulée le chantre de la dépense publique et d'une politique « progressiste » face à la crise, avec comme priorité la protection sociale. Joignant le geste à la parole, il a déjà fait marche arrière sur le projet de réforme du marché du travail, dont la rigidité est en partie la source du chômage, et sur celui des retraites, refusé par les syndicats. Il est vrai qu'il ne manquerait plus à l'Espagne qu'une explosion sociale ! Le roi Juan Carlos a d'ailleurs appelé, à la veille du week-end, les partis politiques à un « pacte d'Etat pour l'économie ».

Tout cela n'est pas fait pour restaurer la confiance sérieusement érodée dans un gouvernement qui a longtemps nié l'existence même d'une crise, avant de se montrer très timide pour l'affronter. Remplacer, il y a un an, l'expérimenté Pedro Solbes à la tête du ministère de l'Economie et des Finances n'a pas été une décision heureuse. L'opposition a beau jeu de dire que le déficit de crédibilité dont souffre aujourd'hui l'Espagne est, en partie, lié à la personnalité même de Zapatero, optimiste invétéré qui, en adepte de la méthode Coué, répète inlassablement que les choses vont s'arranger pour expliquer sa passivité. L'homme semble, en tout cas, avoir perdu la baraka qui l'a accompagné toute sa carrière depuis son entrée en politique comme plus jeune député des Cortes, en 1986, à l'âge de vingt-six ans, jusqu'à sa victoire inattendue aux élections générales de 2004, en passant par sa prise de pouvoir à la hussarde de la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) au lendemain de la déroute électorale de son camarade Joaquín Almunia, aujourd'hui commissaire européen.

Sans parler des questions qui ont affleuré, çà et là, dans la presse internationale, sur sa capacité d'assurer la présidence tournante de l'Union européenne, des voix s'élèvent en Espagne, même parmi les siens, demandant à ce qu'il affronte de face la situation. Et si, interrogé sur le sujet, Emilio Botín, le patron de Banco Santander, a assuré le gouvernement de sa totale confiance pour sortir le pays de la crise, Isidro Fainé, son homologue de la Caixa, s'est contenté de citer Charles de Gaulle pour qui « le caractère est la vertu des temps difficiles ». Aujourd'hui, José Luis Rodriguez Zapatero se trouve au pied du mur.

Gilles Sengès est le correspondant des « Echos » à Madrid.

